

Même souligné dans les plateformes 2012, 2014 et 2018 de Québec solidaire **Le transport public gratuit sur 10 ans ne serait pas inclus au programme**

Ainsi en a décidé la Commission politique du parti, contre l'avis de son Comité environnement et énergie, qui a préféré suivre la recommandation de son président, le nouveau responsable aux orientations. Ce responsable est le même qui, au congrès de révision du programme du printemps 2016, et en tant que coordonnateur du Réseau dit écosocialiste, s'était opposé à l'inclusion de cibles de réduction des GES dans le programme. Plusieurs plaideront qu'il suffit que le programme réclame la gratuité sans plus. C'est là ne pas comprendre la différence entre une promesse en l'air et un engagement.

Québec solidaire vient de donner un échantillon de ce cynisme qui écœure de la politique partisane en ravalant la gratuité des soins dentaires de la proposition de plateforme 2018, soutenue par la direction du parti¹, à une subvention de 60% pour les soins curatifs aux adultes. Idem pour la rémunération des médecins. Le parti propose une formule complexe dite « mixte », incluant le paiement à l'acte², alors que le récent congrès sur la plateforme 2018 venait de voter que « *le mode de rémunération des médecins [passera du] statut de travailleur autonome à un statut d'employé lorsqu'elles et ils exercent dans le réseau de la santé, à l'instar de tous les autres professionnels et professionnelles.* » même s'il y avait une seconde phrase alambiquée, typiquement politicienne, pouvant servir d'échappatoire³.

Les formalistes plaideront que le programme, étant concerné par les orientations du parti, n'a pas à se préoccuper d'échéances et même de cibles. Pourtant, il est doté d'échéances concernant la Constituante, la proportionnelle et les cibles GES. Pourquoi ? Parce que ces revendications sont des piliers du programme, qu'elles en structurent les parties tant démocratique que socio-économique. À cet égard, manque la gratuité du transport public sur 10 ans qui est aux cibles GES ce qu'est la proportionnelle à la Constituante, soit la porte d'entrée de la mobilisation pour atteindre la restructuration démocratique impliquée par la Constituante et celle socio-économique impliquée par les cibles GES.

La gratuité sur dix ans du transport en commun, porte d'entrée de l'*alternatiba* écologique

Il existe pour la proportionnelle une organisation qui lui est dédiée (MDN⁴) quoique manque toujours une large mobilisation dans la rue malgré un important appui politique⁵. (La parité femme-homme pourrait avoir le même rôle si elle était l'objet d'un échéancier dans le programme... comme elle l'est spécifiquement pour l'assemblée constituante qui est prévue dès le premier mandat.) Il faut toutefois noter le caractère hybride du MDN à cheval entre organisation populaire, donnant la priorité à la mobilisation, et groupe de pression donnant la priorité au lobbying.

1 L'amendement accepté du Comité de coordination nationale [CCN] était : « *Intégrer les soins dentaires à l'assurance maladie pour qu'ils soient gratuits comme les autres soins de santé.* »

2 Québec solidaire, [Ramenons un peu de justice dans notre système de santé](#), 15/03/18 : Le paiement à l'acte pourra être aussi élevé que 50% pour les consultations hors hôpital (GMF et supercliniques) et 100% hors système public. La rémunération en hôpital et en CLSC/CHSLD inclura une rémunération minoritaire selon la « performance ». Les GMF et les supercliniques resteront sous la direction des médecins même s'ils seront « intégrés ».

3 « *Tous les modes de rémunération seront étudiés afin de favoriser la prise en charge multidisciplinaire, la pertinence des soins ainsi que la prévention.* »

4 [Mouvement pour la démocratie nouvelle](#) (MDN)

5 MDN, [Des personnalités de toutes tendances pour voir au respect des engagements des partis politiques](#), 7/02/18

Côté socio-économique, il y a bien le « *Mettre fin à toute recherche et mise en exploitation d'énergie fossile...* »⁶ implicitement immédiat puisque le Québec n'en produit pas⁷. D'application évidente et simple, cette revendication est portée pas plusieurs ONG environnementales nationales et surtout est au cœur d'un foisonnement de groupes populaires locaux fédérés nationalement, et même de municipalités, surtout hors régions métropolitaines⁸. Elles parviennent à mobiliser à petite échelle mais insuffisamment pour faire reculer Québec malgré ses tergiversations à la Couillard. Cependant, il s'agit là d'un engagement en creux, un *blockadia*, qui appelle un revers positif de la médaille, l'*alternatiba*.

L'*alternatiba*, dans le programme, se cristallise dans la réduction des deux tiers des émanations de GES pour 2030 par rapport au niveau de 1990. Mais cet Everest paraît inaccessible sans chemin d'accès⁹ et sans camp de base qui regroupe les forces pour partir à l'assaut de la montagne. Ce camp c'est la revendication du transport public gratuit sur dix ans d'autant plus qu'elle s'applique d'abord aux régions métropolitaines peu mobilisées dans la lutte pour le climat¹⁰. Cette mobilisation urbaine de l'*alternatiba* deviendrait complémentaire à celle du *blockadia* plus rural du rejet des hydrocarbures. Elle s'impose d'autant plus que sa popularisation par le parti comblerait un semi-vide organisationnel car aucun groupe supporte la gratuité universelle du transport en commun.

Le piège diviseur de la « *tarification sociale* »

D'un côté on trouve la coalition TRANSIT dont fait partie les Conseils du travail et central de la FTQ et de la CSN de Montréal, les grandes organisations environnementales nationales (Équiterre, Suzuki, Greenpeace, AQLPA) et le FRAPRU. Cette coalition technocratique se confinant essentiellement au lobbying se contente d'analyses, par ailleurs instructives, de commentaires et de demandes marginales eu égard surtout au financement et aux politiques générales¹¹, le tout à cent lieux de toute mobilisation. De l'autre côté existe une petite coalition populaire de groupes anti-pauvreté et communautaires, le Mouvement pour le transport public abordable (MTPA), qui réclame la « *tarification sociale* »¹² par ailleurs favorisée par la nouvelle administration municipale montréalaise, autant que par l'ancienne¹³.

Doit-on en conclure que la tarification sociale est le chemin royal vers la gratuité ? Elle est plutôt le cul-de-sac pour isoler les « pauvres » ou assimilés (personnes âgées ou étudiantes). C'est cette capacité de division entre « nantis » et « pauvres » qui explique politiquement que la tarification sociale trouve l'oreille des gouvernements municipaux quelque soit leur couleur politique que ce soit à Laval, Sherbrooke, Calgary ou Ottawa¹⁴. Elle est en plus économiquement avantageuse en termes de rapports coûts-bénéfices en ce sens que cette « clientèle » crée une demande supplémentaire hors des heures de pointe, donc qui ne nécessite pas une offre supplémentaire de service sauf marginale, tout en créant

-
- 6 On reste cependant dubitatif à propos de la phrase introductive : « *Québec solidaire entend freiner tout développement énergétique non écologiquement responsable et durable* : » Pourquoi « *freiner* » au lieu d'arrêter ou de stopper ?
 - 7 C'est toute une autre paire de manches au Canada anglais où il faut articuler revendications à court terme, requérant des mots d'ordre de mobilisation, et celles à long terme offrant une perspective avec une échéance.
 - 8 C'est le soutien populaire de cette revendication qui a poussé Québec solidaire à la faire sienne, après moult hésitations, puis le PQ à l'encontre de sa pratique gouvernementale de 2012-2014.
 - 9 Marc Bonhomme, [La réduction des gaz à effet de serre \(GES\) des deux tiers d'ici 2030 au Québec est faisable techniquement, financièrement et politiquement](#), Presse-toi-à-gauche, 20/02/18
 - 10 Il faut quand même compter avec certaines luttes pour la protection des zones humides et du patrimoine naturel.
 - 11 TRANSIT, [Communiqués de presse](#), visité le 15/03/18
 - 12 MTPA, [Campagne d'appui à la tarification sociale](#), 21/02/17 et [Rassemblement devant l'Hôtel de Ville de Montréal !](#), 6/06/17
 - 13 Radio-Canada, [Coderre et Plante d'accord pour une tarification sociale du transport en commun](#), 29/09/17
 - 14 Radio-Canada, [Devrait-on moduler les tarifs du transport en commun selon les revenus?](#), 6/06/17

souvent un revenu nouveau même si ce n'est pas au plein tarif. En prime, le tarif social dope les statistiques d'utilisation et contribue à solidifier la base électorale du parti donateur.

Au contraire, la gratuité universelle pour les services sociaux essentiels, dût-elle aboutir selon un échancier connu d'avance, est en mesure de mobiliser tout le peuple travailleur et non de le diviser car elle crée la solidarité populaire revendicative au-delà des préjugés les uns par rapport aux autres allègrement entretenus par les monopoles médiatiques. De plus cette unité bénéficie relativement davantage aux plus pauvres, parmi lesquels les femmes sont les plus nombreuses, pour la raison inverse de l'iniquité des taxes indirectes dont la taxe (ou le marché) carbone. C'est ce potentiel de mobilisation unitaire que neutralise le recours à la tarification sociale¹⁵.

Faut-il alors blâmer le MTPA pour corporatisme des pauvres ? Une fois critiqué le machiavélisme gouvernemental, le procès à faire est celui de la bureaucratie TRANSIT et compagnie que la question des tarifs ne préoccupe aucunement. On comprend que face à un rapport de forces des plus défavorables, le MTPA opte pour la solution qui lui semble la plus accessible. Il a besoin d'un soutien mais qui se doit d'être critique, ce que ne fait pas la direction de Québec solidaire en plus de demeurer coite à propos de la gratuité universelle du transport public sur dix ans¹⁶.

Neuf points plaident en faveur du transport public gratuit¹⁷

Il existe de nombreux arguments économiques, sociaux et environnementaux en faveur de l'adoption de cette politique dans tout le pays. Il existe également des précédents de systèmes de transport public réussis dans certaines endroits en France, en Allemagne, en Belgique et en Estonie, ainsi que dans certaines villes éloignées de Chine et des États-Unis¹⁸.

Je dirais aux sceptiques que la perspective de soins gratuits était autrefois impensable. Avec la création de NHS [système de santé public] Scotland en 1948, des centaines de milliers de personnes ont eu accès aux soins médicaux essentiels pour la première fois; l'impact positif sur la société écossaise a été immense. La menace de la privatisation et de la commercialisation est une perspective terrifiante pour beaucoup.

1. Les tarifs gratuits seraient la plus grande politique unique en faveur de l'environnement promulguée par un gouvernement national n'importe où sur la planète, réduisant considérablement l'utilisation de la voiture et les émissions de CO2.

2. Les tarifs gratuits seraient la plus grande politique d'inclusion anti-pauvreté et pro-sociale adoptée en Écosse ou ailleurs au Royaume-Uni. Ce sont principalement les personnes à faible revenu qui dépendent des transports publics

3. Les tarifs gratuits réduiraient le nombre d'accidents de la route, réduisant les souffrances humaines et allégeant la pression sur le NHS et les services d'urgence. L'exécutif écossais estime que les accidents de la route coûtent 1,4 milliard de livres sterling par an à l'économie écossaise. (En moyenne, en Écosse, chaque jour il y a un accident de la route mortel, 8 à 10 blessés graves et 250 à 300 accidents mineurs.)

15 La campagne Free Transit Toronto ne semble pas saisir le piège du tarif social. Reste qu'elle a le mérite d'exister ce qui n'est pas le cas à Montréal : [No Fare Is Fair: A Campaign for Free Public Transit in Toronto](#), The Bullet, 14/03/18

16 Québec solidaire, [Mise en vigueur de l'ARTM - Québec solidaire invite le ministre Lessard de mettre ses priorités à la bonne place](#), 1/06/17

17 Extraits traduits de Connor Beaton du Scottish Socialist Party, [The Case for Free Public Transport](#), The Bullet, 6/03/18

18 Wikipédia, [Gratuité des transports en commun](#) [ma note]

4. *Les tarifs gratuits contribueraient à réduire les niveaux d'asthme et d'autres maladies respiratoires, qui ont fortement augmenté parallèlement à l'expansion du trafic routier*

5. *Les tarifs gratuits augmenteraient potentiellement le pouvoir d'achat de plus d'un million de travailleurs [sur une population de 5.3 millions] de 40 à 100 livres sterling par mois, stimulant ainsi l'économie dans son ensemble.*

6. *Les tarifs gratuits augmenteraient l'efficacité et la productivité des entreprises: la Confederation of British Industry estime que les embouteillages coûtent aux entreprises britanniques entre 15 et 20 milliards de livres sterling par an.*

7. *Les tarifs gratuits seraient une attraction touristique majeure, apportant des centaines de millions de livres dans l'économie écossaise chaque année de l'augmentation du nombre de visiteurs. Une augmentation du tourisme de seulement 20% apporterait 1 milliard de livres supplémentaires dans l'économie écossaise.*

8. *Les tarifs gratuits attireraient un soutien mondial, en particulier du mouvement environnemental mondial, et exerceraient une pression sur les gouvernements à travers l'Europe et le reste du monde pour qu'ils adoptent une politique similaire.*

9. *Les tarifs gratuits réduiraient la dépendance de l'Écosse à l'épuisement des réserves de pétrole; 67% du pétrole produit dans le monde est utilisé pour le transport.*

Secouer les puces de la Commission politique de Québec solidaire

Il appartient à la militance du parti de secouer les puces de la Commission politique. De lui dire que la gratuité sur dix ans du transport en commun recèle le même potentiel mobilisateur que la gratuité scolaire vis-à-vis le Printemps érable de 2012, qu'elle est une revendication clef afin de faire décoller dans la rue la lutte pour le Québec écologique. Quant à penser que la conquête des urnes suffirait pour y arriver, les échecs de Syriza en 2015, du Parti du travail brésilien au début des années 2000, du Parti socialiste de Mitterand au début des années 80 et du gouvernement Allende au Chili en 1973 fournissent la preuve historique du contraire.

Marc Bonhomme, 16 mars 2018,
www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca